

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **129 (1984)**

Heft 4

PDF erstellt am: **02.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-348598>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Il n'y a pas loin du Petit-Saconnex à Ouchy. L'espace, pourtant, d'une chance perdue pour le Liban, qui se retrouve plus serré que jamais dans la griffe syrienne. On dit bien pour le Liban, et non par le Liban. Car celui-ci, qui avait réussi, pour une génération, à rassembler des communautés traditionnellement portées à l'affrontement, n'a jamais eu, depuis quinze ans, la liberté de s'extraire de la guerre étrangère livrée sur son sol et sur son dos. Et ceux qui auraient dû lui rendre cette liberté, condition première de sa renaissance, ne l'ont pas pu, ou pas voulu.

Reprenons les faits qui ont déterminé la situation actuelle. Israël, conduisant victorieusement, en juin 1982, l'opération «Paix pour la Galilée» pour les besoins de sa sécurité, crée un déséquilibre paradoxalement bénéfique pour le pays envahi. L'OLP, démolie, se fera sacquer de Beyrouth, avant que, fin 1983, Damas en réduise les restes à l'état de fétus dociles ou dispersés. Les Syriens, se voyant surclassés sur le plan militaire, se mettent en boule dans leurs fiefs de la Bekaa et du Liban-Nord, mais ils n'abandonnent pas la partie dans laquelle, réarmés eux-mêmes par l'URSS, ils lanceront leurs clients libanais: druzes «progressistes», chiites, commandos iraniens. Entre-temps, la Force multinationale d'in-

terposition, qui a utilement encadré la retraite arafatienne, s'enlise dans une mission ambiguë: ses gouvernements l'autorisent à se défendre, voire à rendre coup pour coup, ou même à donner à l'occasion un appui ponctuel à l'armée libanaise; mais ils refusent de l'engager en soutien militaire d'un Etat libanais qu'ils affirment pourtant vouloir aider à rétablir sa souveraineté. Mai 1983: sous le patronage américain, Beyrouth et Jérusalem signent un accord de désengagement d'ailleurs excessivement favorable au second, dans l'illusion que la Syrie suivra l'exemple. Pas si bête, le président Assad ignore un acte diplomatique qu'il n'a pas négocié, et en conclut justement que l'Etat juif se résigne à perdre, au moins en partie, les acquis de 1982, ce que confirment d'une part le désarroi intérieur d'Israël, d'autre part le repli de *Tsahal*, début septembre 1983, au sud du fleuve Awali, repli qui crée un vide que l'armée libanaise n'est pas encore en état de combler. Celle-ci se défend bien dans le Chouf, mais Damas, à moins que ce soit son conseiller russe, apprécie bien la situation: en poussant devant eux des subordonnés libanais qui ne seraient rien sans eux, les Syriens éloignent le risque d'une réaction israélienne que leur intervention directe ne manquerait pas de provoquer; en spéculant sur les divisions, de caractère ethni-

que, qui retardent l'amalgame de l'armée libanaise, ils tiennent compte d'un facteur temps; en choisissant comme objectif prioritaire Beyrouth-Ouest, qui n'a pas de valeur militaire mais qui est le lieu où l'on peut déstabiliser l'Etat libanais tout en mettant dans l'embarras une Force multinationale dont les bras sont liés, ils font preuve d'un sens aigu de ce que l'on peut appeler l'utilité stratégique.

On a vu le résultat. Il a suffi, et c'est plein d'enseignements, d'une toute petite victoire druze et chiite dans un étroit secteur urbain pour que bascule le rapport stratégique. Et l'on peut imaginer la suite. A moins que la Syrie se contente de reprendre en main un Liban dont elle peut à sa guise jouer les composantes les unes contre les autres, à moins qu'elle renonce à prendre sa revanche sur Israël — une retenue que seul Moscou peut lui imposer — l'heure viendra où Jérusalem, quel que soit le parti au pouvoir, se retrouvera confronté avec le péril vigoureusement écarté en juin 1982. Et ce qui accroît le risque, c'est évidemment la perte de crédibilité des Etats-Unis, qui n'ont pas été, en faveur du président Gemayel, jusqu'au bout de leurs intentions.

*
* *

Cette perte de crédibilité pourrait avoir des effets sérieux dans la région du golfe Persique et sur l'évolution du conflit irano-irakien. Sans doute Washington, qui se pose là en défenseur de l'Occident industrialisé, s'y

sent-il plus libre de ses initiatives que dans un Proche-Orient où il lui faut concilier ses sympathies israéliennes et ses intérêts arabes. Mais enfin, dans son rêve fanatique, Khomeiny peut se dire que le président Reagan ne se montrerait pas plus déterminé sur le détroit d'Ormouz qu'il ne l'a été à Beyrouth. Quoi qu'il en soit, les ayatollahs, plutôt que d'aller vérifier sur les eaux une présomption aussi hasardeuse, ont préféré renouveler, fin février, une offensive frontale qui n'a pas dû étonner les Irakiens, sinon par l'étendue inusitée — près de 400 kilomètres — du secteur réanimé. Rien de nouveau, en revanche, dans les procédés de combat iraniens. La même obstination relance dans les champs de mines les enfants sacrifiés, que suivent les gardiens de la révolution et, parfois, les formations mécanisées de l'armée, le tout se heurtant sans invention manœuvrière au système défensif, au feu d'artillerie et à la très mobile réaction aérienne des Irakiens.

A force de boucherie, les Iraniens ont gagné du terrain; ils ne se battent plus dans leur Khouzistan, mais dans les basses terres de la Mésopotamie irakienne. De là à marquer un effort principal qui les porte au-delà du Tigre et sur la route Bagdad-Amara-Bassorah, ou mieux encore à ses deux extrémités vitales, il y a une marge que le commandement iranien n'a pas encore franchie. A défaut de quoi Téhéran a sonné l'alarme gaz, en exportant à titre de preuves des blessés

dont les experts ont du mal à découvrir s'ils ont été atteints sur le front irakien ou ailleurs. Il n'y a nulle invraisemblance, mais nulle certitude absolue non plus, quant à l'emploi de toxiques de type ancien ou susceptibles d'être produits et répandus par les moyens dont dispose Bagdad. S'il ne s'agissait pas de la guerre irano-irakienne, on s'étonnerait que Téhéran n'ait pas aussitôt invité des observateurs étrangers sur le lieu des engagements présumés d'armes chimiques, et l'on se demanderait aussi pourquoi les Irakiens, tant qu'à faire, ne se seraient pas réservé l'avantage de la surprise opérative par une intervention massive de leurs toxiques. Mais la logique n'est nulle part dans ce conflit.

Le seul aspect positif, si l'on ose dire, de cette affaire, c'est qu'elle rappelle la redoutable éventualité de la guerre chimique, au moment où l'écart entre les vues américaines et soviétiques sur le contrôle de la destruction, sinon de la non-fabrication, des toxiques de combat se réduit quelque peu. Dans ce domaine, comme dans celui des euromissiles, l'intérêt de l'URSS est de conserver l'avance acquise. Mais la perspective d'un rattrapage occidental pourrait être le commencement de la sagesse.

*

* *

Les autres guerres, limitées ou intestines, qui sévissent en Indochine, en Asie centrale, d'un versant à l'autre de l'Afrique, ou encore en Amérique centrale, n'ont pas donné de signes de

consommation en ce début d'année, tant s'en faut. Il y aurait plutôt relance, ici ou là. Au Tchad, fin janvier, après quatre mois de trêve, une incursion motorisée goukouniste au sud du 15^e parallèle a provoqué non seulement une vigoureuse réaction de l'aviation française, mais encore la décision, prise à Paris, de prendre en charge la «zone rouge», profonde de 100 kilomètres, dévolue jusqu'alors à la garde des troupes fidèles au président Hissène Habré. Les protégés du colonel Kadhafi n'ont pas insisté. Une récurrence de leur part n'est sans doute pas exclue, mais on peut penser que, voyant les Français dégagés du Liban et donc plus disponibles pour le Tchad, la Libye sera incitée à une prudence accrue.

Au Soudan, où l'application de la loi islamique a réveillé la rébellion du Sud chrétien, un avion décrit comme un *Tupolev 22* a, avec quelques bombes, jeté le 16 mars l'émoi à Khartoum. Comme on ne prête qu'aux riches, le même Kadhafi a été aussitôt accusé d'être à l'origine de cette nouvelle menace sur la stabilité du régime soudanais. Le bombardier solitaire a pu aussi bien décoller du territoire éthiopien, dont Khartoum est plus proche que de la frontière libyenne. Quoi qu'il en soit, l'intéressant de l'incident est que l'Égypte a aussitôt réagi, en vertu du traité d'assistance signé en 1977 au bénéfice du Soudan. Un commandement mixte a été réactif, et Le Caire a promis ou peut-être déjà envoyé quelque renfort militaire.

A supposer que les Libyens aient effectivement voulu sonder la détermination de leurs voisins de l'Est après celle de leurs adversaires du Sud, les voici renseignés.

*

* *

Une exception remarquable, pourtant, dans la kyrielle des conflits qui se prolongent, se durcissent et s'enveniment: ce même 16 mars, l'Afrique du Sud et le Mozambique ont signé un traité de bon voisinage qui devrait mettre fin au soutien que la première accordait au Mouvement national de résistance contre le régime de Samora Machel et à la protection que le second offrait au Congrès national africain. Le réalisme l'emportant ainsi sur le goût de se mêler des affaires d'autrui,

la position stratégique d'une Afrique australe détentrice de matières indispensables à l'industrie de l'Occident et sentinelle de la route maritime circum-africaine est consolidée du même coup. D'autre part, un accord de «désengagement» avait été signé un mois plus tôt entre Pretoria et Luanda. Mais là, les choses sont moins simples. Non seulement parce que l'Angola ne paraît pas en mesure d'interdire les incursions de la SWAPO dans le Sud-Ouest (Namibie) couvert par l'armée sud-africaine, mais surtout parce qu'une véritable pacification passe par le renvoi du corps expéditionnaire cubain, une décision douloureuse que Fidel Castro ne peut prendre sans l'assentiment de Moscou.

J.-J. C.

On n'exige d'aucun postier ni d'aucun boulanger qu'il apporte son courrier ou ses petits pains au risque de sa vie... Pour le soldat, cela va de soi.

JOHANN-CHRISTOPH VON ALLMAYER-BECK